



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) :

CONSULTATION N°2025-007

**Marché de prestation de production de transport et
d'installation d'une œuvre d'art monumentale pour le compte
du Centre national des arts plastiques (Cnap)**

**Mode de passation : marché public passé sous la forme formalisée selon les articles L 2124-2 et
suivants du code de la commande publique**

Table des matières

Personne publique contractante	3
Personne responsable du marché	3
ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ	4
1.1. Présentation.....	4
1.2. Objet du marché	4
1.3. Pièces constitutives du marché.....	4
1.4. Décomposition en lot.....	4
1.5. Durée du marché	4
1.6. Décomposition en tranches.....	5
1.7. Réalisation de prestations similaires.....	5
ARTICLE 2. L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	5
2.1 - Implantation de l'œuvre	5
2.2 - Coordination des opérations de production et d'installation	5
2.2.1 - intervenants.....	5
2.2.2 - Facilités de travail	6
2.2.3 - Secret professionnel.....	6
2.2.4 - Réunions	6
2.2.5 - Planning	6
2.3 - Dispositions particulières à l'achèvement des opérations d'installation.....	6
2.4 - Réception du marché.....	6
ARTICLE 3. NATURE ET CONTENU DES PRIX.....	6
3.1 - Prix	6
3.2 - Modalités d'actualisation des prix.....	7
ARTICLE 4. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	7
4.1. Avance	7
4.2. Règlement des prestations.....	7
4.2.1 - Présentation des demandes de paiement.....	7
4.2.2 - Délai global de paiement.....	8
4.2.3 - Paiement des cotraitants	8
4.2.4 - Paiement des sous-traitants	8
4.3. Facturation électronique.....	8
4.4. Garanties financières	9
ARTICLE 5. PÉNALITÉS.....	9
5.1. Pénalités de retard.....	9
5.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	9
5.3 - Autres pénalités spécifiques	9
ARTICLE 6. EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE 7. RÉILIATION DU MARCHÉ – EXÉCUTION PAR DÉFAUT.....	10
ARTICLE 8. ASSURANCES	10
ARTICLE 9. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	10
ARTICLE 10. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	10

Personne publique contractante

Centre national des arts plastiques
189 rue d'Aubervilliers
CAP 18 – bâtiment 6 - Voie D - porte 25
75018 Paris
www.cnap.fr

Représenté par sa Directrice, Béatrice Salmon

Personne responsable du marché

Aude Bodet
Cheffe du Pôle Collection
Centre national des arts plastiques
aude.bodet@cnap.fr
06 19 81 70 43

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ

1.1. Présentation

Le Centre national des arts plastiques (Cnap), établissement public sous tutelle du Ministère de la culture créé en 1982, a pour mission de soutenir et de promouvoir la création artistique dans différents domaines : les arts plastiques, la photographie, les arts décoratifs, la création industrielle et les métiers d'art. Il concourt à l'enrichissement et à la valorisation du patrimoine artistique contemporain de l'Etat par des acquisitions et commandes d'œuvres et par la diffusion de celles-ci. Les œuvres rejoignent la collection du Cnap qui est la plus importante collection d'art vivant rassemblée en France. Elles sont ensuite prêtées pour des expositions temporaires de par le monde ou mise en dépôts dans des musées, des administrations ou dans l'espace public.

1.2. Objet du marché

L'objet de ce marché est la réalisation d'un tirage à partir d'une captation 3D en résine aspect fonte d'aluminium de l'œuvre *L'Echo de la forêt* de Parvine Curie (n° d'inventaire FNAC 2022-0401 (1)), son transport et son installation sur son lieu de dépôt : le Parc de l'Île Seguin (Boulogne-Billancourt). L'œuvre devra être installée en janvier 2026 pour une inauguration fin janvier 2026.

1.3. Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes telles que listées ci-après :
 - annexe 1 : documentation photographique
 - annexe 2 : plan d'implantation sur l'Île Seguin
 - annexe 3 : charges admissibles accès Ile Seguin
- le règlement de consultation (RC) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - DPGF) ;
- la proposition technique et son mémoire du titulaire pour l'exécution du contrat ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

1.4. Décomposition en lot

Le marché n'est pas décomposé en lots.

1.5. Durée du marché

La durée ferme du marché est cinq (5) mois à compter de la notification.

Le marché est renouvelable une (1) fois par reconduction tacite pour une période de cinq (5) mois.

Le marché ne pourra dépasser une durée totale de dix (10) mois.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

Les délais d'exécution du marché sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

1.6. Décomposition en tranches

Sans objet.

1.7. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 2. L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

2.1 - Implantation de l'œuvre

Les opérations de repérages qui prendront la forme d'un aller voir seront effectuées contradictoirement, en coordination étroite avec les partenaires du dépositaire de l'œuvre et le Cnap, avant tout commencement de l'installation par le titulaire

2.2 - Coordination des opérations de production et d'installation

2.2.1 - intervenants

Le titulaire et ses sous-traitants seront quantitativement et qualitativement adaptée à l'exécution des prestations du marché.

L'offre remise par le titulaire mentionne le nom des sous-traitants envisagés.

En cours d'exécution du présent marché, le titulaire du marché devra informer le Cnap de l'absence d'un des sous-traitants de son équipe pour cas de maladie ou autres raisons qui impacterait l'exécution des prestations du marché.

Si en cours d'exécution du présent marché, un sous-traitant désigné dans l'offre venait à être remplacé, le titulaire a l'obligation :

- d'en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur ;
- de lui proposer dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'avis d'information, le remplacement par un profil équivalent en lui fournissant le nom ainsi que les références et les coordonnées du remplaçant ;
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le remplaçant présenté dans un délai de 20 jours à compter de la réception des informations le concernant. Le titulaire doit alors proposer un nouveau remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

2.2.2 - Facilités de travail

Le Cnap mettra à la disposition du titulaire toutes les informations utiles à la bonne réalisation des prestations conformément aux dispositions du CCTP.

2.2.3 - Secret professionnel

Le titulaire s'engage, sauf accord préalable de la personne publique, à n'utiliser les informations et documents qui lui sont communiqués, à d'autres fins que celles prévues par le présent marché, et à ne pas les divulguer à des tiers.

Le titulaire et ses sous-traitants sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne étrangère au Cnap, pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission.

2.2.4 - Réunions

Une réunion de lancement avec l'ensemble des sous-traitants déclarés se tiendra après la notification du marché.

Des réunions régulières techniques ou scientifiques seront organisées par le Cnap durant toute la durée du marché conformément au CCTP.

2.2.5 - Planning

Le titulaire présentera un planning détaillé qui sera validé par le Cnap.

Des modifications sur le planning pourront être acceptées lors d'un échange entre le Cnap et le titulaire au cours de l'exécution de la prestation. Le Cnap se réserve le droit de redéfinir le planning avec le titulaire.

2.3 - Dispositions particulières à l'achèvement des opérations d'installation

Documents à fournir après exécution :

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les documents prévus sur l'entretien et la maintenance de l'œuvre objet du présent marché. Ces documents seront à remettre le jour de la réception du chantier.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

2.4 - Réception du marché

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des opérations propres à la réalisation et l'installation de l'œuvre par le titulaire et sous le contrôle de l'acheteur.

ARTICLE 3. NATURE ET CONTENU DES PRIX

3.1 - Prix

Le prix maximum estimatif du marché est de (cent soixante dix mille euros hors taxe) 170 000 € HT. Ce prix comprend l'ensemble des prestations: études de réalisation, production, transport, installation de l'œuvre, rédaction de la notice d'entretien et ensemble des frais annexes.

Les prix sont forfaitaires, fermes et définitifs.

3.2 - Modalités d'actualisation des prix

Le prix ferme sera, le cas échéant, actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro" selon les dispositions suivantes :

La formule d'actualisation est la suivante :

$$P = P_o \times (BT01(n-3) / BT01o)$$

P = prix actualisé HT

P_o = prix initial HT

BT01 (n-3) = dernière valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois. P

BT01o = valeur de l'index au mois d'établissement du prix du marché.

ARTICLE 4. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

4.1. Avance

En application de l'article 11.1 du CCAG FCS, une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, à hauteur de 20% du montant du marché. Les modalités de remboursement de l'avance sont décrites aux articles R2191-11 à R2191-12 du Code de la Commande Publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, au(x) sous-traitant(s) bénéficiaire(s) du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Son versement n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

4.2. Règlement des prestations

4.2.1 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués selon les dispositions de l'article 4.3 du présent CCAP.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

4.2.2 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

4.2.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

4.2.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

4.3. Facturation électronique

Depuis le 1er janvier 2017, le titulaire *doit* transmettre ses factures selon une procédure « portail » proposant une interface de saisie de tous les éléments de la facture ou le téléchargement de la facture sous un format électronique sur le portail internet : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire peut consulter à cette même adresse l'état de prise en charge de ses factures transmises au Centre national des arts plastiques (Cnap) sous forme dématérialisée.

Toute autre procédure de transmission de factures dématérialisées par le titulaire doit recevoir l'accord préalable de la directrice du Cnap ou d'une personne dûment mandatée.

Le support Chorus Factures peut être contacté par e-mail à l'adresse :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/sollicitationsDeconnectees?execution=e4s1>

4.4. Garanties financières

Le marché ne fait pas l'objet d'une retenue de garantie.

ARTICLE 5. PÉNALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

5.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 250,00 €.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas appliquer les pénalités de retard notamment lorsque ces dernières lui incombent.

5.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

5.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence non justifiée aux réunions de suivi, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 € par absence.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Or exceptions prévues aux CCAG FCS lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des prestations par un tiers peut être ordonnée, aux frais et risques du titulaire, ou la résiliation du marché peut être décidée. La décision de poursuite des prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage.

Dans le délai de trente jours suivant la notification de la décision de poursuite du marché par un tiers, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché est prononcée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7. RÉSILIATION DU MARCHÉ – EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 8. ASSURANCES

Le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 9. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Par dérogation au chapitre 6 des CCAG FCS, l'ensemble des documents concernant l'objet du marché restera la propriété exclusive du Cnap. Il en sera de même pour les documents communiqués au prestataire pour la réalisation des prestations demandées. Le titulaire du marché s'engage à ne pas diffuser et/ou utiliser tous fichiers, dessins, projets ayant servi à la réalisation et la production de l'œuvre sous peine de contrefaçon et prendra toutes les précautions pour assurer cette obligation pour lui et les tiers. Le titulaire devra remettre au Cnap les documents et fichiers numériques transmis pour la réalisation du présent marché.

ARTICLE 10. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

DEROGATIONS :

Article 5 : Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS,

Article 9 : Par dérogation au chapitre 6 du CCAG-FCS,